

CTSD

DÉCLARATION PRÉALABLE FSU

Vendredi 8 septembre 2017

Madame la Directrice Académique,

Dès sa nomination, le gouvernement a annoncé des mesures "régressives" pour le service public et sa volonté de supprimer 120.000 postes d'ici 2022. Cela se traduira par des non-remplacements de fonctionnaires partant à la retraite, le gel du point d'indice, la restauration du jour de carence, la possible remise en cause du calendrier PPCR.

Pour la FSU, il est inadmissible de geler les salaires, des agents publics, de rétablir une journée de carence qui ne sera jamais compensée contrairement à une grande partie du secteur privé, tout cela dans un contexte de restriction budgétaire.

La FSU n'acceptera pas non plus que soit remis en cause le calendrier de mise en œuvre des mesures du protocole « PPCR », seules avancées à ce jour dans le déroulement de carrière des agents. Enfin, les déclarations d'Emmanuel Macron devant le Sénat faisant état d'une volonté de séparer le calcul du point d'indice des différents versants de la Fonction publique renforcent les inquiétudes de la FSU qui rappelle son attachement à l'unité de la Fonction Publique. Elle s'opposera à tout ce qui pourrait la remettre en cause.

Pour faire fonctionner des services au public, il faut des femmes et des hommes en nombre suffisant, formé-es, qualifié-es et reconnu-es dans leur travail. La Fonction publique a toujours su s'adapter aux évolutions notamment lorsque les réformes sont pensées en fonction des besoins et que les investissements sont faits en conséquence. Et non pas selon une doxa affirmant que le « moins » est égal au « mieux ». Il s'agit là d'une grave erreur pour l'avenir ! Le gouvernement doit de manière urgente en prendre la mesure.

Le Président de la République s'est engagé lors de sa campagne à améliorer le pouvoir d'achat des salarié-es. Il ne peut donc pas commencer par le dégrader.

Aussi la FSU fera des « assises » sur la Fonction publique prévues par le gouvernement à l'automne un temps fort d'expression des besoins et des propositions pour que les services publics répondent bien aux exigences des usagers et aux besoins du pays.

Et en cette période particulièrement brutale pour les fonctionnaires, elle propose à l'ensemble des fédérations de fonctionnaires la construction d'une journée d'action le 10 octobre, la plus unitaire possible, afin d'exprimer le désaccord des agents avec ces mesures, en exiger la réorientation et porter les revendications pour les personnels.